

GENÈVE

Deux premières pour renouveler la Chambre de commerce genevoise

Laurence de la Serna, patronne de l'entreprise Jean Gallay, remplace Gilles Rufenacht à la présidence de la CCIG. Retour sur une année mouvementée



Photographie de Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce genevoise. — © StephaneGros

Publié lundi 20 avril 2020 à 19:35

Modifié lundi 20 avril 2020 à 19:36

Les statuts de la **Chambre de commerce et d'industrie de Genève** l'imposent: ses responsables sont tenus d'organiser une assemblée générale au premier semestre. Ses 3000 membres se sont donc réunis, ce lundi, afin d'élire une nouvelle présidente. Vu que l'affluence moyenne, lors de ces réunions, est de 800 personnes, il a fallu construire une infrastructure qui garantisse robustesse et sécurité des votes. C'est Cryptolex, une entreprise genevoise, qui l'a fournie, en sécurisant l'opération via la blockchain.

Lire aussi: [Changement de têtes à la Chambre de commerce genevoise](#)

Cette première nouveauté en a amené une autre: pour la première fois depuis sa fondation en 1865, la **CCIG** est présidée par une femme. **Laurence de la Serna**, patronne de l'entreprise Jean Gallay (200 employés, spécialisée dans l'aéronautique) et membre du conseil de la CCIG, succède à **Gilles Rufenacht**, directeur des cliniques La Colline et des Grangettes, qui devient vice-président. **Vincent Subilia** reste le directeur.



Laurence de la Serna, patronne de l'entreprise Jean Gallay, et membre du conseil de la CCIG, est la nouvelle présidente de la Chambre de commerce genevoise. StephaneGros

On s'en souvient: le duo était parti à la conquête de la CCIG dans ces circonstances particulières. Le président sortant et l'actuel directeur avaient convaincu ses membres de les choisir alors que Juan Carlos Torres, qui cumulait les deux fonctions, n'avait nullement l'intention de partir. La perspective du vote sur RFFA avait généré des tensions dont l'ex-patron horloger a finalement fait les frais.

Une victoire initiale

A l'heure du bilan annuel, cette votation pèse de tout son poids. «Commencer par une victoire a permis de lancer un cercle vertueux», avance Gilles Rufenacht. Dans la gouvernance de l'institution, le duo a apporté «un toilettage» dans le but de «rendre la Chambre plus participative». Des groupes de travail sur le développement durable et l'avenir du commerce de détail, animés par des membres, ont amené à des projets concrets que les 30 collaborateurs mènent désormais. Le rôle de la CCIG, insiste-t-il, n'a pas changé: soutenir l'économie régionale et aider les entreprises à développer leurs affaires. «Mener un dialogue constructif avec les autorités, pouvoir influencer les politiques et avoir l'oreille du Conseil d'Etat reste essentiel, reprend Gilles Rufenacht. Je peux dire que le dialogue est bon et que nos propositions sont entendues.»

Le Conseil d'Etat genevois, en plus du Conseil fédéral, a en effet pris des mesures pour soutenir notamment les petits indépendants durant la crise du coronavirus. Mais elles ne suffisent pas, selon la CCIG qui a adressé une lettre au gouvernement cantonal pour élargir ces aides aux indépendants qui gagnent plus de 90 000 francs par an, faciliter le flux des frontaliers et soutenir les patrons qui sont également employés de leur propre PME. «Nous devons être le partenaire de confiance de nos membres pour la sortie de cette crise», dit Vincent Subilia.

Paralysie temporaire

Le coronavirus a un impact sur les finances de la CCIG mais son directeur a choisi de ne pas avoir recours à des mesures de chômage partiel, «afin d'incarner l'exemple». Les tâches ont été réaffectées à l'interne de sorte qu'une équipe se spécialise dans la résolution des

problèmes posés par le Covid-19 aux entrepreneurs que sont par exemple les démarches administratives en vue d'obtenir des aides. «L'économie genevoise est dans un état de paralysie temporaire, reprend Vincent Subilia. Le secteur de l'accueil, qui forme une part significative de notre PIB cantonal, est touché de plein fouet. Le constat est alarmant mais l'ampleur de la casse sociale dépendra de la durée de la crise.»

Durant cette crise, la première urgence a été de «trouver des solutions pour que le tissu économique reste en vie, en représentant les entreprises auprès des autorités politiques», souligne Gilles Rufenacht. Dans un second temps, il s'agira de miser sur le rôle d'accélérateur de l'économie locale que remplit la CCIG. Une de ses activités est l'organisation de rencontres et de conférences. Sera-ce toujours possible après le Covid-19? «Il s'agira de proposer des événements novateurs pour que nos membres nous utilisent comme levier», répond le directeur. En 2023, la CCIG organisera le Congrès mondial des chambres de commerce, annonce ce dernier. On peut espérer qu'il pourra être organisé à Palexpo dans des conditions proches de celles d'avant la crise.